Par 38 voix contre 15 le Comité Directeur de

L'U.D.S.R. se prononce pour le "NON"

A Rennes et Bordeaux des milliers de républicains disent "NON" à de Gaulle

Paris. — Ce n'est évidemment plus le style tonitruant du 4 septembre. De Gaulle, c'est visible, répugne à se trouver en face du peuple. Et celui de Paris avait répondu « non » avec tant d'élan et d'enthousiasme qu'il a bien fallu changer le ton des tournées plébiscitaires. Mais le ton seulement car elles restent plébiscitaires.

N'a-t-on pas entendu, à Rennes, un commando R.P.F. crier « Vive notre sauveur » ? Et de Gaulle n'a-t-il pas réclamé pour le 28 septembre une marque de confiance personnelle. « A moi-même », comme il dit. Le fait est là : faute de trouver beaucoup de défenseurs pour son entreprise, de Gaulle fait donner tout l'appareil officiel de propagande, ses commis, de Soustelle à Guy Mollet. Il donne lui-même et fait campagne électorale. Le référendum s'estompe. Il reste le plébiscite à la Napoléon III, pour lequel le cardinal Roques — cet adversaire chevronné de l'école républicaine — a fait sonner les cloches de la capitale bretonne...

Et ce plébiscite n'est pas aussi « joué » que veut bien le dire la radio de Sa Majesté. De Gaulle en effet, a demandé une « majorité immense » avec tant d'insistance — et une si visible inquiétude — qu'il doit être bien peu sûr du résultat. Chaque jour apporte sa moisson de « non ». Chaque jour voit s'affermir le mouvement républicain. Hier encore l'U.D.S.R. repoussait la Constitution gaulliste, rejoignant plusieurs autres formations politiques.

A la vérité, de Gaulle n'a avec lui que les faillis, les partis des désastres, et les hommes du 13 mai. D'ores et déjà significatif est le refus de la classe ouvrière. Après la C.G.T., de nombreux militants F. O., des fédérations entières de la C.F.T.C. repoussent la Constitution.

Par contre aucun syndicat, aucun n'a ouvertement pris parti en faveur du plébiscite. Le refus n'est pas moins complet parmi les universitaires de tous ordres. Et bien des signes montrent la profonde réserve des campagnes, l'attachement des paysans à la démocratie.

Aussi bien, le gaullisme se démasque-t-il. Trois mois pour les grandes décisions nationales, disait-on en mai — 100 jours pour faire la paix en Algérie, écrivait-on en juin. Du vent... De Gaulle dit aujourd'hui : « La solution en Algérie sera longue ».

Longue, parce qu'il s'enfonce dans la guerre. Longue, parce qu'il refuse la négociation.

Porté au pouvoir par les colonialistes, de Gaulle fait leur politique, en dépit et contre l'intérêt national. C'est pour cela qu'il s'attaque à la démocratie, pour cela qu'il a recours au plébiscite, pour cela qu'il prépare d'autres attentats aux libertés. C'est pour cela qu'après avoir promis qu'il ne fabriquerait pas de loi électorale, il se prononce aujourd'hui pour un mode de scrutin aussi truqué, aussi immoral, aussi injuste que les apparentements.

C'est encore pour cela que...

Suite en page 5 :
A RENNES ET BORDEAUX